



secretariat.federation@ufap.fr

Plan de prévention des risques : L'administration propose son plan **ZÉRO AMBITION, ZÉRO EURO !** **L'UFAP UNSa Justice quitte la table !**

Pantin, le 1^{er} septembre 2026

Ce 1^{er} septembre 2026, les représentants des Personnels étaient conviés à une énième présentation du plan de prévention des agressions pour l'année à venir. Avec une surpopulation carcérale record (89 668 détenus au 1^{er} août) et 5 000 agressions physiques par an, les Personnels sont à bout !

Alors que l'**UFAP UNSa Justice** avait réclamé un programme de prévention des risques ambitieux, force est de constater que l'administration n'apporte à ce jour rien de nouveau : elle ne fait que reprendre les textes déjà en vigueur.

Pour l'UFAP UNSa Justice, considérer que les vieilles recettes du passé vont suffire à endiguer les 5 000 agressions subies chaque année par les Personnels est une ineptie !

Pire, l'administration ose proposer un plan de prévention des risques d'agression avec une estimation financière NULLE pour la majorité des actions !

Lors des séances de travail précédentes, l'**UFAP UNSa Justice** avait pourtant fait de nombreuses propositions :

- une prise en charge effective (humaine, financière et administrative) des victimes d'accidents de service avec une amélioration et une uniformisation des pratiques ainsi que des interlocuteurs dédiés qui assurent un suivi individualisé ;
- des enquêtes réalisées systématiquement après chaque agression et accident ;
- une évaluation sérieuse, individualisée et actualisée des risques d'agression, notamment en fonction des antécédents de chaque détenu ;
- la création d'Établissements Spécialisés et Adaptés (ESA) en priorité pour les profils les plus violents, y compris psy, au lieu de les promener de prison en prison jusqu'à la prochaine agression ;
- le travail en équipe mobile ;
- l'amélioration des moyens d'alerte.

Il est hors de question pour l'UFAP UNSa Justice de cautionner l'inaction orchestrée par l'administration en matière de prévention des agressions.

Dans ces conditions, l'UFAP UNSa Justice a quitté la séance !

L'UFAP UNSa Justice exige du courage politique, des mesures d'urgence et des moyens !

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY

